

Apprendre et travailler décentement

De nouvelles orientations dans la formation professionnelle et l'éducation

Learning and decent work for all : new directions in training and education for pro-poor growth,
L. Mayoux,
janvier 2006

La formation professionnelle et l'apprentissage sont inscrits depuis longtemps dans les stratégies des bailleurs tant multilatéraux comme le PNUD ou l'OIT que bilatéraux, et apparaissent bien souvent comme une composante essentielle des projets d'appui au secteur privé. Si leur nécessité n'est que peu remise en cause, en revanche, leurs modalités de mise en œuvre et leur pertinence sont critiquées, si bien que les financements se sont considérablement restreints durant les quinze dernières années. Les approches de réduction de la pauvreté par le développement des marchés et l'appui aux petites entreprises ont remis à l'ordre du jour la formation professionnelle, sans toutefois l'inscrire comme priorité. Malgré l'activisme des principaux bailleurs et leurs déclarations d'intentions, peu de travaux tentent de mesurer l'impact de la formation professionnelle sur la pauvreté tant ils se focalisent sur la rentabilité et la pérennité des programmes. Ce rapport relate l'évolution du secteur et propose, à travers des études de cas d'initiatives innovantes, des pistes de réflexion pour adapter les programmes de formation aux besoins des plus pauvres.

La formation professionnelle telle que conçue par les bailleurs ne répond en effet que partiellement aux besoins des plus pauvres, voire tend à les marginaliser en ne les ciblant pas spécifiquement. Pour remédier à ce travers, il convient de déterminer précisément les conditions requises pour qu'un projet ait un impact significatif sur la pauvreté et la réduction des inégalités.

Cette étude retrace d'abord l'évolution des approches et leurs limites respectives afin de tirer les conséquences des échecs passés. Afin de surmonter ces obstacles, plusieurs projets ont entrepris des démarches innovantes qui méritent une attention particulière. Il convient donc d'explicitier ces expériences dans l'optique de définition d'une stratégie plus appropriée.

Il s'agit enfin, à partir de ces pistes de réflexion, de systématiser les outils utilisables dans un cadre opérationnel plus général.

LES DÉFIS ET ENJEUX ACTUELS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les approches et leurs limites

Les pays en développement, comme les pays industrialisés, se trouvent souvent confrontés à un marché du travail segmenté et peu régulé. À côté des emplois dits stables, où les perspectives de carrières et de formation sont possibles, et où il existe des mécanismes de protection sociale en cas d'imprévu, se trouvent les emplois largement précarisés et flexibles, fréquemment informels. Les discriminations face à l'emploi à l'encontre des populations les plus démunies ou fragilisées, comme les femmes ou les jeunes, apparaissent comme la règle. Ces populations sont d'autant plus vulnérables qu'elles manquent souvent de ressour-

Accédez au texte original :

<http://www.enterprise-impact.org.uk/pdf/LearningandDecentWorkforAll.pdf>

ces et que leurs besoins primaires sont largement insatisfaits (alimentation, accès à l'eau potable, au chauffage). Les droits de ces populations sont, de même, régulièrement bafoués, dans la mesure où elles occupent une place marginalisée dans leur communauté.

Or, l'accent mis sur la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités revient à cibler ces populations et à permettre à tous d'obtenir un emploi convenable, dans un souci de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité. « L'Agenda pour un travail décent » de l'Organisation internationale du travail s'inscrit d'ailleurs dans cette démarche de faire bénéficier les plus démunis de la croissance économique. Il se fixe, dans cette optique, plusieurs objectifs, à savoir la création d'emplois, la promotion des droits fondamentaux au travail, l'amélioration de la protection sociale et le renforcement du dialogue social. La consolidation du capital humain et la reconnaissance de celui-ci comme élément clé de cette stratégie fait de la formation professionnelle un instrument incontournable. De plus, le ciblage des plus démunis permet de considérer les femmes, non plus comme un groupe minoritaire marginal, mais comme la cible privilégiée des programmes. Leur démarginalisation devient une condition nécessaire du succès des programmes.

Pourtant, dans les années 90, les financements pour les programmes de formation professionnelle ont considérablement diminué, au profit d'autres approches, qui négligent souvent cet aspect. Cette évolution s'explique non seulement par le pessimisme qui a suivi les grands programmes subventionnés menés depuis les années 70, et par la généralisation des critiques de l'aide publique internationale, mais aussi par l'engouement pour l'approche nouvelle orientée sur le développement des marchés.

● L'approche des programmes publics subventionnés : ambitions et réalités

L'heure de gloire des programmes de formation professionnelle, subventionnés par l'État et de grande ampleur, a débuté au début des années 70 et s'inscrivait dans les stratégies nationales d'industrialisation et d'import-substitution. Des investissements importants dans le ca-

pital humain ont d'ailleurs été réalisés, profitant aux pays d'Asie du Sud-Est, qui ont été propulsés sur le devant de la scène. Toutefois, les programmes n'étaient pas ciblés et s'avéraient bien trop ambitieux au vu des moyens mis en œuvre. Le gaspillage et l'accent mis sur le quantitatif plutôt que le qualitatif ont donc été la règle et ont conduit à des impacts modestes, voire dérisoires sur la pauvreté.

Si quelques pays ont initié des programmes prometteurs, comme les projets d'apprentissage pour les jeunes au Chili (programme « Chile Joven ») basés sur une collaboration étroite avec les entreprises, la plupart des pays se sont retrouvés dans des impasses. La réussite des programmes dépendait non seulement de l'ampleur des financements, mais aussi du degré d'implication des États et du ciblage plus ou moins précis des programmes. L'Inde, par exemple, a formalisé, dès 1961, l'obligation de quotas d'apprentis dans les entreprises et a amorcé en 1977 la généralisation d'Instituts de formation technique pour les femmes. Si cette forte implication de l'État a pu apparaître comme un succès, la qualité des formations s'est avérée trop insuffisante, et le public trop restreint. Le programme se limitait en effet aux seules entreprises publiques et n'a touché que 5 % de la population des 20-24 ans.

Les grands projets des bailleurs se sont heurtés aux mêmes limites et ont contribué au pessimisme sur le bien fondé de l'aide publique internationale. Une étude de Benell en 1999 énumère ainsi les limites des programmes menés par le Bureau international du travail durant les années 80-90. Outre le manque de ciblage et d'adaptation aux besoins, il souligne la méthodologie inappropriée et le contenu inadéquat. Les mêmes pratiques que pour le secteur formel prévalent et tendent à infantiliser les participants aux formations. Ce processus de transfert de compétences par le haut limite la participation des bénéficiaires. Le personnel, s'il est loin d'être incompetent, n'est pourtant pas adapté puisque peu de femmes en font partie. Les durées des formations bien trop lourdes, le manque de services d'appui organisationnel (gardes d'enfants, etc.), les coûts prohibitifs, la localisation ou encore la faible pérennité due à l'absence d'institutionnalis-

tion, sont autant de limites qui ont fait avorter ces programmes.

● L'approche orientée vers le développement des marchés : une simple composante des BDS

Vers le milieu des années 90, face au constat de la prégnance de l'apprentissage traditionnel, les bailleurs de fonds, en particulier la Banque mondiale, ont encouragé la privatisation des formations et la réduction des investissements publics dans ces programmes. L'objectif était alors de permettre un meilleur recouvrement des coûts en couplant les services de microfinance et la formation professionnelle tout en augmentant la pertinence de celle-ci.

La mise en place de chèques-formation comme le projet « Juakali » au Kenya ou en Amérique latine illustre cette volonté d'impliquer les bénéficiaires dans le choix de leur formation. Conçue comme une composante des services aux petites entreprises, celle-ci vise à accroître les qualifications en gestion, en comptabilité, en marketing. Elle s'adresse aux femmes démunies mais ayant une aptitude « entrepreneuriale » et une certaine « prédisposition » pour la prise de risques. Cette nouvelle méthodologie a l'avantage de mettre l'accent sur les méthodes participatives et la collaboration institutionnelle afin d'inscrire les programmes dans la durée. De même, la forte volonté de s'adapter aux besoins et le renforcement d'une approche par le bas semblent pertinents.

Cependant, en ciblant les micro et petites entreprises sans vraiment expliciter les définitions, cette démarche risque de marginaliser les plus pauvres sous couvert de croissance « pro-pauvre ». Le concept d'activités génératrices de revenus (AGR) semble en effet s'être teinté d'une connotation péjorative bien qu'il découle d'une distinction analytique utile mais pas exclusive. En effet, en pratique, la frontière est ténue entre les AGR qui n'apportent que des revenus de subsistance et les micro et petites entreprises, qui sont censées générer du profit. N'est-il pas plus pertinent d'appréhender le passage d'une AGR à une micro-entreprise plutôt que considérer les deux comme des entités distinctes et indépendantes ?

Par ailleurs, en se focalisant sur le recouvrement des coûts et sur les compétences de l'entrepreneur, les projets ne prêtent que peu d'attention aux qualifications des employés. Cela risque de créer à nouveau des discriminations au sein des populations les plus démunies entre certains qui seraient « qualifiés pour la croissance » (growth-oriented) et d'autres qui ne le seraient pas. Les effets supposés de « diffusion de la croissance » relèvent plus du domaine de la rhétorique que d'une volonté de mise en œuvre pragmatique.

Enfin, les hypothèses qui conditionnent la réussite des projets sont loin d'être réunies. Elle suppose l'existence d'un marché de la formation professionnelle concurrentiel, transparent et un accès à ce marché non discriminatoire. Or, non seulement les zones rurales ne bénéficient pas souvent d'un centre de formation agréé, mais l'offre est également loin d'être suffisante dans la plupart des pays en développement.

Les conditions de succès et les perspectives

Si les deux approches décrites ci-dessus ont relativement échoué à s'adresser aux plus pauvres, cela ne signifie pourtant pas qu'il faille abandonner et se concentrer sur l'éducation primaire. Il existe de nombreuses innovations à petite échelle, au niveau des projets, qui, non seulement sont prometteuses et reproductibles, mais pallient également les carences des programmes actuels. Il convient alors d'incorporer aux formations orientées vers le marché des formations qui fournissent aux plus démunis les outils pour renforcer leurs capacités sociales, économiques et politiques.

Prendre en considération le caractère multidimensionnel de la pauvreté, se baser sur une méthodologie participative, s'adapter aux attentes des plus pauvres et s'inscrire dans une stratégie globale cohérente apparaissent comme autant de conditions nécessaires pour revitaliser la réflexion sur la formation professionnelle dans un objectif de réduction de la pauvreté.

● **L'importance d'un cadrage conceptuel multidimensionnel**

Il ne suffit pas de déterminer les différentes dimensions du concept de pauvreté, il faut pouvoir en tirer toutes les conséquences. Or, si, selon la définition de la Banque mondiale, certaines dimensions sont tangibles comme le revenu, la santé ou l'éducation, d'autres apparaissent comme plus relatives, plus qualitatives, comme la vulnérabilité aux chocs, le degré de marginalisation ou l'absence de capacité de revendication. Il est donc bien plus complexe d'appréhender ces différentes dimensions qui supposent la consolidation des services sociaux, la promotion de filets de sécurité, la participation aux prises de décision et une croissance intensive en main-d'œuvre.

En ce qui concerne la problématique de la formation professionnelle, les projets ne doivent pas se concentrer uniquement sur les compétences techniques ou entrepreneuriales. Ils se heurtent également à des contraintes culturelles, des résistances au changement, des problèmes de manque de confiance en soi, un accès moindre aux opportunités. Ces limites se retrouvent, non seulement au niveau individuel, mais également au niveau structurel, des ménages, des communautés, voire au niveau macro-social.

Les besoins divergent donc considérablement de ceux d'autres populations. En particulier, les compétences basiques en lecture et en calcul ainsi que les compétences « psychosociales »¹, de communication ou d'organisation doivent accompagner et compléter les qualifications plus techniques et utilitaires pour acquérir un revenu. Ces types de compétences, si elles sont difficiles à cerner, font référence à tout ce qui permet de réduire la vulnérabilité des plus démunis en leur donnant les outils pour comprendre, analyser et changer leur situation.

● **Le nécessaire ciblage des populations et de leurs besoins spécifiques**

L'identification des besoins passe par une profonde compréhension des contextes et des inégalités ou contraintes spéci-

ifiques de certaines populations par rapport aux autres. Il s'agit d'appréhender le type de discrimination, qu'il s'agisse du sexe, de l'âge, des handicaps physiques ou mentaux, de l'appartenance ethnique ou clanique. Il peut également s'agir d'handicap géographique (marchés distants, manque d'infrastructures, isolement, etc.), économique (emploi informel, saisonnier, etc.) ou politique (minorité ethnique, religieuse, etc.). Identifier le degré de vulnérabilité et de discrimination permet alors de cerner les besoins et les contraintes spécifiques des plus démunis.

DES EXPÉRIENCES
INNOVANTES : LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
POUR LES PLUS PAUVRES

En marge des débats sur la meilleure combinaison entre approche subventionnée et approche par le marché, nombre de projets ont intégré, dans leurs composantes, des cours d'alphabétisation, de compétences psychosociales ainsi qu'une sensibilisation aux questions de genre et de renforcement des capacités pour répondre aux attentes des plus pauvres. L'implication des participants est requise à toutes les étapes, tant au niveau de la formulation des besoins, du choix de la méthodologie et du contenu que de l'évaluation des formations. Les projets s'inscrivent parfois dans des stratégies de renforcement de la société civile par la création d'associations ou de groupes de pression.

À partir de certaines études de cas, loin de représenter de manière exhaustive toutes les innovations dans ce domaine, il s'agit de comprendre que des orientations positives existent et auraient le mérite d'être mieux connues. Centrés sur les populations les plus démunies, ces projets sont malgré tout difficilement évalués dans la mesure où les problèmes méthodologiques qui se posent pour les études d'impact sont d'autant plus exacerbés. En effet, les problèmes de définition de critères vérifiables, du champ, les problèmes d'échantillonnage, de re-

¹ Ndt : « life skills » en anglais. Traduit par « compétences pour la vie » par l'Unesco.

présentativité et de collecte des données se posent avec d'autant plus d'acuité que ces populations font moins aisément l'objet de suivi que d'autres.

Si les rapports et les études d'impact ne sont donc pas toujours disponibles ni pertinents pour ces projets à petite échelle, il n'en reste pas moins que l'on peut tirer quelques enseignements de ces expériences novatrices, sans toutefois oublier ni l'échelle ni le contexte dans lequel on se situe.

L'originalité de ces projets réside principalement dans la combinaison de différents instruments et dans le croisement de finalités diverses.

Formation professionnelle et financement des activités

Des projets tentent de conjuguer formation professionnelle et financement des petites activités dans un but affiché d'autonomisation des femmes. Ainsi, un premier projet au Bangladesh depuis 2000 vise la diversification des activités des femmes vivant dans une grande pauvreté. Ce projet de développement des infrastructures à Tangail tente de promouvoir l'activité féminine en combinant une formation technique, un emploi de maintenance des routes et une épargne obligatoire. Ces initiatives s'accompagnent de cours de sensibilisation aux droits des femmes (régime matrimonial par exemple), à la santé et à l'hygiène ainsi qu'aux bonnes pratiques nutritionnelles. Les femmes regroupées dans le cadre du projet se rencontrent pour partager leurs expériences et sont encouragées à démarrer des activités avec les fonds constitués par l'épargne obligatoire.

Globalement, le projet a été considéré comme un succès puisque les 200 femmes concernées ont démarré près de 640 activités (moyenne de 3,2 activités par femme alors que l'objectif était de 1,8). Bien qu'il soit difficile d'évaluer les conséquences de long terme et de distinguer les impacts de la formation proprement dite des impacts du financement, il est intéressant de noter qu'une large majorité des femmes s'est enregistrée sous son propre nom, ce qui est loin d'être anodin au Bangladesh et peut-être attribuable à la formation. De même, des

changements dans les relations familiales et la corrélation entre succès économique et respect social ont été mis en évidence.

Formation professionnelle et renforcement de la société civile

Plusieurs autres études insistent sur la mise en réseau et la formation de groupes d'échanges pour développer une action collective.

On peut citer, à ce titre, l'action du Centre de recherche et de ressources de Kaborole en Ouganda (KRC). En partenariat avec le Réseau de formateurs en agriculture durable (SATNET), qui comprend 35 associations locales, le KRC a initié un projet de formation en agriculture durable adressé aux femmes, combinée à des cours de sensibilisation aux droits. Fort du constat d'une très forte segmentation sociale due à des conflits ethniques et à de nombreux déplacements de population, le projet a tenté de remédier au fait que, si près de 80 % de la main-d'œuvre agricole est féminine, seules 7 % possèdent la terre. En les formant à l'agriculture durable dans la culture de matoke (banane verte, principal aliment de base) et à la valorisation des matières premières locales (utilisation de pesticides naturels, etc.), ils ont également renforcé leur collaboration et leur organisation comme groupe potentiel de pression.

Bien que le projet soit centré sur l'auto-subsistance et qu'il y ait des carences de personnel, de matériel agricole ou de vétérinaires, c'est surtout en termes de confiance en soi, de reconnaissance sociale, de partage des rôles et de capacité de participation aux prises de décision que se mesurent les réalisations du projet.

Le projet d'Anandi, une ONG de femmes de la région de Gujarat, en Inde, s'inscrit également dans cette optique. Il comprend deux principales composantes, l'une étant d'assurer des formations de maçonnerie, un métier traditionnellement réservé aux hommes, et l'autre étant d'organiser des ateliers pédagogiques lors de rencontres festives entre associations. Dans un marché du BTP masculin, discriminatoire, mais en forte expansion, les formations tentent de développer le potentiel d'une exper-

tise proprement féminine. Parallèlement, l'organisation de foires et de séminaires spécifiques constituent un moyen d'échanges, de rencontres et d'apprentissage mutuel. Profitant de la visibilité des melas indiennes, ces foires sont l'occasion de coordonner les activités entre les associations, de partager les coûts et d'élaborer des outils pédagogiques plus complexes (kits, pièces de théâtre, etc.). La constitution d'associations apparaît en effet comme un moyen judicieux non seulement de partager ses expériences, mais aussi d'acquérir un certain pouvoir de négociation vis-à-vis des institutions publiques ou du secteur privé.

Au Pérou, l'ONG Aconsur a ainsi lancé, en 1999 dans le district de Lima, le Centre de formation Innovatex dans une démarche de valorisation de la filière textile. Face à la concurrence asiatique, cette filière s'est retrouvée dans une impasse, dont elle peut sortir en diversifiant ses produits et, en particulier, en développant son potentiel dans la haute couture, encore embryonnaire. Or, il s'agit souvent d'un travail féminin de sous-traitance à domicile, parfois artisanal. Afin de renforcer le pouvoir de négociation de ces micro-entreprises face aux clients et aux fournisseurs, le Centre Innovatex fournit des prestations de services non financiers en intégrant des formations techniques et sociales. Centre d'information, de conseil, d'appui technique et d'emploi, il aide également à la structuration professionnelle en organisant des séminaires.

Formation professionnelle et alphabétisation

D'autres projets visent à combiner qualifications professionnelles et alphabétisation pour les plus démunis en s'appuyant sur le renforcement mutuel des deux approches. Il s'agit non pas de faire des cours d'alphabétisation indépendamment des cours plus techniques, mais plutôt d'imbriquer les deux formations pour qu'elles se complètent. Ainsi, Sodefitec, la Société de développement des fibres textiles au Sénégal, offre ce type de formation depuis déjà vingt ans. Les impacts se sont avérés globalement positifs et les formations particulièrement utiles pour les compétences en marketing et en gestion des crédits ruraux.

La combinaison de plusieurs types de formation suppose des pré-requis. En tirant les leçons des échecs, on peut en effet déduire que la réussite de ces projets dépend d'abord de leur capacité à s'adapter aux intérêts et aux conditions des participants. Il est alors judicieux de constituer un groupe de travail qui partage un intérêt commun plutôt que de s'adresser à des individus isolés afin d'élaborer un contenu cohérent et adapté. De plus, la combinaison de différents types de formations est pertinente tant qu'il s'agit de formations dont le contenu est conçu comme intégré et non indépendant l'un de l'autre. L'alphabétisation, en particulier, apparaît plus pertinente lorsqu'elle est reliée aux besoins concrets. Par ailleurs, les ONG apparaissent plus flexibles et plus proches des communautés que les agences gouvernementales pour effectuer les formations, le personnel devant être adapté à chaque type de formation. Enfin, le sous-financement est autant responsable des échecs que la méthodologie utilisée. La motivation des formateurs et leur reconnaissance est tout aussi nécessaire que les moyens techniques.

Une combinaison cohérente des formations et de la microfinance

Des projets plus ambitieux cherchent à combiner plusieurs dimensions. Le WEP (Women's Empowerment Programme) au Népal, financé par USAID et mis en œuvre dès 1998 par l'ONG internationale PACT, bien qu'il n'ait duré que trois ans, présente un exemple de combinaison des formations. Chargé de créer un modèle auto-géré de microfinance, le programme fournissait aux petits groupes de femmes constitués (21 membres) des cours d'alphabétisation, des formations professionnelles, une sensibilisation aux droits et à la négociation, ainsi que les outils pour créer un système de microfinance à partir de leur propre épargne.

Le Système interne d'apprentissage (Internal Learning System) en Inde tente par ailleurs de conjuguer la microfinance et l'apprentissage des compétences psychosociales. Il a été diffusé par trois ONG qui géraient à l'origine des projets de microfinance. Bien que les formations s'adressent à des femmes illettrées,

l'élaboration d'outils pédagogiques adaptés, schématiques, imagés et symboliques, a permis de surmonter cet obstacle. Il s'agit ici d'une sorte de journal de bord, personnel, qui guide l'analyse de situations de la vie quotidienne et la compréhension de thèmes plus larges. Il permet la collecte de données, l'évaluation des changements, l'analyse des causes des changements, la planification et la définition de parcours de vie ainsi que le suivi des progrès réalisés. Document individualisé mais uniforme dans sa structure, il facilite le partage et le dialogue sur des sujets de société, comme le mariage, la violence domestique, l'alcoolisme, la maladie, etc.

Le succès de ce journal a été tel qu'il est devenu un véritable « outil de négociation » selon de nombreux témoignages. Justificatif auprès des autorités du statut de défavorisé pour bénéficier des distributions gratuites de nourriture ou de médicaments, il est parfois un outil d'intimidation des maris puisqu'il est lu et échangé entre femmes.

Toutes ces expériences témoignent d'un même souci de s'adresser aux plus pauvres en utilisant une méthodologie adaptée et une combinaison d'outils pertinents qui cibleraient spécifiquement ces populations.

DÉFINITION
D'UNE POLITIQUE COHÉRENTE :
VERS UN NOUVEL AGENDA

Une approche pragmatique et pertinente pour cibler les populations les plus pauvres tend à s'écarter du débat actuel pour emprunter des sentiers plus novateurs. Pour définir et planifier un nouvel agenda, il faut pouvoir tirer les conséquences des succès, tout comme des échecs et adopter une attitude raisonnée et prudente.

Conclusions et principes d'action

Une stratégie inspirée de ces expériences prometteuses ne doit ni ne peut être la « solution miracle » si elle ne s'inscrit pas dans un cadre plus large de lutte

contre la pauvreté. La formation professionnelle apparaît comme un axe pertinent d'action, mais n'est en aucun cas le seul et doit être complété par des politiques de promotion de la démocratie et des droits sociaux, politiques et économiques, comme par des politiques de renforcement des services de base (infrastructures, éducation, santé, accès à l'eau potable, etc.).

Cette stratégie de développement de la formation professionnelle doit pouvoir non seulement répondre aux besoins de court terme, mais aussi initier un processus cumulatif d'apprentissage. Cela implique des changements dans la façon formelle de concevoir l'articulation entre éducation et formation en termes de contenu, de méthodologie et de prestation.

Plusieurs principes d'actions peuvent ainsi guider la démarche :

► **respecter et comprendre** les principes de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité ;

► **adapter le contenu des formations** pour que les plus pauvres aient les moyens de saisir les opportunités qui se présentent et qu'ils soient moins vulnérables face aux changements. Il s'agit ici de compétences psychosociales, à savoir la capacité de collecter et d'interpréter des informations relatives à l'environnement ou encore la capacité à négocier et à s'organiser. Ne pas se focaliser sur les compétences, mais intégrer une sensibilisation aux droits apparaît de même comme nécessaire ;

► **s'inscrire dans un processus participatif et cumulatif**. L'apprentissage mutuel et la création de réseaux permettent le partage d'expériences, la formulation des objectifs, la définition des contenus des formations et par là même facilitent, voire garantissent leur appropriation. La méthodologie utilisée de même que les technologies sont tout aussi importantes que le contenu. Un schéma construit et dessiné par les participants, par exemple, sera privilégié à un schéma donné par le formateur « expert » et facilitera le dialogue. Dans cette même optique, les sessions de formations font l'objet de débats et doivent être adaptées aux contraintes d'horaires et de charges de travail.

Une stratégie pérenne et une échelle appropriée pour l'action

En raison du type de cible, l'objectif d'efficacité et de recouvrement des coûts semble a priori improbable à remplir. Toutefois, le principe de partage des coûts et une conjugaison entre investissements publics et collaboration avec le secteur privé restent envisageables dans la mesure où le partage est équitable. Le cadre institutionnel doit également faciliter, voire encourager les processus de formations parallèles.

Les acteurs publics peuvent également appuyer la formation des formateurs ou tout du moins reconnaître plus ou moins formellement leur travail, par des systèmes de certification notamment. L'utilisation de média comme la radio ou Internet peut être encouragée dans la mesure où de nombreux centres urbains sont déjà équipés de ces moyens. D'ailleurs, l'exploitation des potentialités des nouvelles technologies de l'information et de la communication semble être une piste prometteuse pour les stratégies de for-

mation professionnelle pour les plus pauvres. Démocratiser l'accès aux NTIC apparaît comme un enjeu de premier plan. Enfin, inscrire cette stratégie dans le cadre national et en particulier pour les moyennes et grandes entreprises doit être envisagé. En effet, les relations contractuelles ou non, de sous-traitance ou d'apprentissage, qu'entretiennent les moyennes entreprises avec les petites peuvent permettre de créer des synergies.

Des défis institutionnels et politiques

Au-delà des discours sur la croissance bénéfique pour les pauvres, il s'agit de comprendre que non seulement les concepts mais aussi les priorités doivent être redéfinies. L'expression « croissance pro-pauvres » traduit en réalité simplement la volonté d'intégrer les pauvres dans un processus de croissance « normal » et faire bénéficier les pauvres des retombées de celle-ci. Or, il existe un décalage entre cette conception et la volonté de développer les qualifications et

le potentiel humain des populations démunies afin qu'elles soient actrices de cette croissance. La deuxième approche correspond à la démarche de l'Agenda des Droits de l'Homme.

Il convient donc de redoubler d'efforts pour élaborer des politiques volontaristes à grande échelle pour réduire la pauvreté et développer les bonnes pratiques. On peut imaginer par exemple des encouragements, des mécanismes d'incitation ou des avantages aux entreprises qui accordent une attention particulière à la formation de leur main-d'œuvre.

À moins que les droits des populations les plus pauvres à la formation ne redeviennent une priorité, celles-ci risquent d'être de plus en plus marginalisées. L'accent mis sur l'éducation primaire exclut les adultes dont les revenus influent sur les enfants, de même que l'accent mis sur le recouvrement des coûts exclut les micro-entreprises. Or, les défaillances du système de formation professionnelle influent non seulement sur le revenu des employés, mais aussi sur la productivité globale et n'augure rien de bon pour l'avenir.